

Fiche de lecture
Mai 2017

Hervé Le Bras, L'âge des migrations
Autrement, 2017



Représentation du dieu Hermès

Hervé Le Bras est démographe et historien. Il se déclare lui-même iconoclaste, pour s'être vivement opposé, à deux reprises, à son Institution d'emploi, l'INED (Institut national des études démographiques) : dans les années 80 et 90, il a ainsi mis en cause la vision nataliste de certains démographes et l'interprétation donnée à la baisse de la natalité de l'époque, qui correspondait en réalité à un simple recul des naissances ; puis il s'est insurgé contre les statistiques ethniques, ou, du moins, contre certaines catégories utilisées pour les confectionner. Hervé Le Bras est un auteur prolifique, qui ne se contente pas d'une approche technique des questions démographiques : il s'intéresse à l'image de l'étranger (il a écrit sur ce thème en 2016 un essai intitulé « Le sol et le sang, Rhétoriques de l'invasion »), à l'identité française, à la répartition de la population sur le territoire et à ses conséquences (il a élaboré des cartes par âges, catégories sociales, diplômes et revenus et publié « l'Atlas des inégalités » en 2014) ainsi qu'au lien entre territoire et vote, particulièrement le vote FN (« Le nouvel ordre électoral », la République des idées, 2016).

« L'âge des migrations » est son 35^e ouvrage.

Le contenu de l'ouvrage : d'abord une série d'études thématiques

A première lecture, les chapitres paraissent chacun correspondre à un éclairage spécifique sur l'immigration, en se situant plutôt au niveau mondial. L'ouvrage nous promène ainsi de thème en thème, du désir de migration dans le monde à l'analyse des inscriptions d'étudiants dans des universités d'autres pays que le leur puis aux migrations climatiques, enfin à l'éclairage du (faux) choix entre natalité et migrations. L'analyse est, chaque fois, une démonstration, éclairée par des graphiques et des cartes souvent très parlants.

La France est présente, dans des pages qui paraissent essentiellement destinées à rectifier des idées reçues. Elle est présente au début, où est mentionné l'élargissement du champ des migrants : à la fin du XIX^e siècle, les étrangers venaient à 94 % de près (de Belgique, d'Italie, d'Allemagne...) et ne s'installaient pas loin, dans les provinces françaises limitrophes des

frontières. 120 ans plus tard, 17 % seulement des immigrés sont originaires des pays proches, 43 % sont nés en Afrique et 20 % en Asie ou dans les deux Amériques et, s'ils s'installent toujours en Région parisienne, dans le Nord-Est et sur le littoral méditerranéen, les installations ne sont plus groupées par origines. Les migrants pourtant se déplacent par grands aires mondiales, en fonction de la langue, de la présence de compatriotes, d'une relative proximité géographique et culturelle et la France n'échappe pas à cette règle universelle.

La France est également présente à la fin de l'ouvrage dans un chapitre intitulé « Les mots contre les chiffres ». La France utilise une définition particulière de l'immigration (personnes nées étrangères dans un pays étranger) là où les autres pays décomptent ceux qui sont nés ailleurs, sans mention de nationalité. Elle parle des « immigrés », terme passif et définitif, là où les autres pays parlent des migrants, terme actif et qui évoque la mobilité. Elle étudie la seconde génération d'immigrés, reconnaissant par là-même que ces populations restent encore un peu immigrées elles-mêmes. Enfin, elle cherche des termes (natifs, population majoritaire) pour distinguer immigrés et « Français » de plus longue origine, qu'elle n'ose plus appeler « de souche ». Quant à ses propres émigrés, ce sont des « expatriés » car ils vont revenir. Plus grave, certains responsables rêvent de diminuer l'immigration familiale (qui en réalité recouvre non pas, pour l'essentiel, le regroupement familial, qui en est une composante minoritaire, mais des mariages mixtes de Français avec des étrangers) ou mettent perpétuellement en cause l'intégration des immigrés : or, si les enfants d'immigrés réussissent moins bien à l'école et sont moins diplômés, c'est parce que ce sont, majoritairement, des enfants d'ouvriers. Quand on les compare aux enfants de la même classe sociale, ils réussissent plutôt mieux. Et si le chômage de la seconde génération est, chez les diplômés, plus élevé que celui de la population majoritaire, la responsabilité en incombe aux discriminations et à l'absence de réseau. France, terre de préjugés... elle qui, depuis l'entrée des hordes de Vandales et de Suèves dans l'Empire romain, assimile migrations et invasion, alors que dans l'histoire du monde, les migrations ont rarement pris cette forme.

L'homme est en effet, depuis toujours, un « homo migrans ». Le désir de migrer est planétaire (51 millions de personnes selon un sondage Gallup, soit bien plus que les 10 millions qui migrent effectivement). En Europe, il obéit à des règles spécifiques : le désir est facilité par la présence dans un pays étranger d'une diaspora, surtout si celle-ci comporte des diplômés, et par la proportion d'étudiants du pays d'accueil. Un nombre important de Français rêve ainsi de migrer. Ailleurs dans le monde, un tel désir est lié au revenu : ce sont les pays les plus pauvres d'Afrique ou du Proche Orient où ce désir est le plus répandu et ce sont les pays d'Asie, pourtant très ouverts sur le monde, qui désirent le moins partir, la population étant sensible au développement économique du pays. Cependant, ce constat doit être nuancé : le critère du revenu joue de manière différenciée selon les pays. Ainsi, il joue plus faiblement pour l'Asie, la Russie et l'Ukraine, alors que, pour les pays du Maghreb, le désir de migrer est plus fort que le revenu ne le laisserait penser, en raison des liens avec la France.

Pourtant, dans la décision de migrer, le revenu joue un rôle bien plus faible : l'héritage colonial joue fortement, tout comme la langue ou la liberté d'établissement. La migration est liée en partie à la proximité. De plus, et c'est l'important, si ce sont les pays les plus pauvres où l'envie de migrer est la plus forte, ce ne sont pas les individus les plus pauvres qui migrent effectivement, bien au contraire.

Autant l'ouvrage insiste sur l'ancienneté des migrations dans le monde et sur l'ampleur du désir de migrer, autant **il redresse les idées reçues** dans d'autres domaines :

- ainsi, en ce qui concerne **les réfugiés climatiques**, il se moque des prévisions cataclysmiques qui tablent sur des millions voire des centaines de millions de déplacés liés aux évolutions du climat : les hommes, dit-il, cherchent d'abord à s'adapter ; les migrations recouvrent d'ailleurs des réalités différentes (en l'occurrence, ce sont plutôt des déplacements de courte distance qui seront choisis) ; enfin la décision de migrer dépend du type de biens que l'on possède (les compétences s'exportent mieux que les terres), de l'âge, de la présence d'une famille... Mieux vaudrait, au lieu de fantasmer, se focaliser sur les problèmes actuels et massifs de migration, les déplacés internes (exode rural, travaux d'aménagement, comme en Chine) et les millions de réfugiés liés aux crises politiques ;
- quant au recours à l'immigration pour pallier la baisse des naissances ou le vieillissement, l'ouvrage en relativise l'intérêt. D'abord, rien ne prouve qu'une diminution de la population voire une diminution de la population active soient des phénomènes néfastes. Quant à compenser le vieillissement, les pays ont, en fait, un choix : soit une immigration très massive, soit une meilleure utilisation de leur propre main d'œuvre, avec une augmentation du taux d'activité des femmes, des jeunes des seniors.

Un fil rouge

L'ouvrage, dans la variété des thèmes abordés, garde un fil rouge :

- Les migrations ne sont pas le fait des misérables mais au contraire de ceux qui ont un capital (formation, compétences), à tout le moins un capital exportable, négociable ; ce sont les plus qualifiés, ceux qui ont la plus faible différence avec le revenu du pays d'accueil qui désirent le plus migrer et qui migrent effectivement ;
- Les migrations obéissent à des règles : elles dépendent de la santé économique du pays d'accueil et des crises politiques mais surtout s'organisent de manière hiérarchisée entre pays.

Ainsi, la propension à migrer dépend de l'espoir d'avoir un emploi (une étude historique sur l'histoire des migrations aux Etats-Unis révèle une relation précise entre le niveau de l'immigration et la croissance) mais c'est aussi le niveau d'éducation qui pousse à migrer. Pour les migrants d'aujourd'hui, ce niveau augmente nettement : c'est pourquoi les migrations mondiales vont augmenter, inéluctablement, parce que des personnes jeunes et éduquées qui ne trouvent pas d'emploi adéquat dans leur pays chercheront à réussir leur vie.

Enfin, la migration est hiérarchisée : la grande masse des étudiants qui partent à l'étranger choisissent l'Occident, essentiellement 5 à 6 pays, les Etats-Unis occupant une place centrale loin devant le Royaume-Uni, l'Australie, la France et l'Allemagne. La Russie n'attire guère que des étudiants de l'ancien empire soviétique et ses étudiants vont également vers l'Occident, comme les étudiants asiatiques. Les jeunes Africains partent étudier dans les anciennes puissances coloniales mais aussi de plus en plus, il est vrai, en Afrique du sud et dans la péninsule arabique. Au final, les déplacements d'étudiants dessinent un monde polarisé, avec un hégémonisme culturel fort de certaines grandes puissances.

La hiérarchie est plus nette encore s'agissant des professions qualifiées. L'ouvrage prend l'exemple des **médecins**. Les médecins migrants des pays de l'est viennent dans l'Europe de l'ouest riche et ceux qui partent de l'Europe de l'ouest vont au Canada, en Australie ou en Nouvelle Zélande et surtout aux Etats-Unis. L'on peut postuler qu'il en est de même pour les professeurs d'université, les ingénieurs, les ouvriers spécialisés. Le désir des individus d'émigrer dans les pays les plus cotés s'unit à la peur de voir arriver des ressortissants de pays moins cotés. L'émigration et l'immigration attisent simultanément le désir et la peur.

C'est exactement ce qui arrive à la France : un nombre croissant de ses ressortissants partent (les « expatriés » représentent 3 millions de personnes). Ils vont vers des pôles qui leur paraissent plus attractifs. Ils sont remplacés en France par des étrangers venant de pays qui le sont peu. La bonne manière de réagir n'est pas de se fermer à l'immigration mais de renforcer notre niveau d'éducation et d'emploi : dans un monde de concurrence, où les talents s'exportent, c'est ainsi qu'il faut garantir notre attractivité.

Eclairage

L'ouvrage se perd parfois dans des méandres que l'auteur a plaisir à suivre (ainsi le premier chapitre sur les avancées, de 11 000 à 4000 avant J-C, des agriculteurs qui gagnent peu à peu sur les éleveurs, sans que ce conflit éternel soit, même aujourd'hui, partout terminé) mais qui sont de peu d'intérêt pour sa démonstration. De même, à dénoncer les phantasmes sur les réfugiés climatiques ou à multiplier les projections démographiques pour démontrer que l'immigration n'est pas une solution crédible pour compenser le vieillissement, il s'éloigne de son message principal. Mais celui-ci se retrouve vite et il est clair, voire essentiel. La France projette sur l'immigration actuelle l'image qu'elle a de l'immigration des années 60, sans comprendre que les problèmes sociaux qu'elle pense liés à l'immigration le sont surtout au statut social des enfants d'immigrés. Surtout, elle refuse de voir les nouvelles règles du jeu mondiales et les nouveaux circuits qui s'y sont créés : elle n'en est pas maîtresse et n'est alors qu'un pays parmi d'autres, ce qui lui déplaît. Pourtant, refuser de rentrer dans le circuit n'est pas une option : le risque est que la population qualifiée parte et que la population qui arrive le soit un peu moins. En revanche, il reste à s'y faire une place, en acceptant de concourir.